

l'école émancipée

***Contribution aux débats
du conseil national de la FSU-SNUipp
20 et 21 mai 2025***

Organiser la riposte pour une autre société

De nouveaux conflits surgissent ou resurgissent comme entre l'Inde et le Pakistan, d'autres s'étendent, en Syrie, au Soudan, au Liban, au Congo, en impliquant des acteurs impérialistes extérieurs. A Gaza, l'expulsion et l'extermination totale des palestinien·nes se concrétise dramatiquement. La question écologique est reléguée malgré l'urgence.

Les hypothèses de sortie de crise en Ukraine, ou encore le fait qu'entre l'Inde et le Pakistan l'eau est l'enjeu au cœur du conflit, confirment les mutations profondes d'un ordre international régi par la force plutôt que le droit dans un capitalisme de finitude. Une nouvelle ère au détriment des droits des peuples et de la planète.

Cette brutalisation du monde se traduit en France par un renforcement du néolibéralisme autoritaire complice de la possible prise de pouvoir du RN.

Une période bien brune...

L'union des droites s'accélère avec l'accession de Retailleau au poste de président de LR. Elle prend forme principalement autour des discriminations. Ainsi les conceptions sexistes et patriarcales, qui se traduisent notamment par une forte poussée masculiniste, encore plus importante chez les jeunes hommes, sont partagées.

Mais, comme l'ont démontré des chercheurs comme Félicien Faury, c'est autour de l'islamophobie que l'union s'opère. Le lent processus d'altérisation et de racialisation des musulmanes et musulmans a fini par tuer. En faisant le choix d'une réaction très tardive, de ne pas se déplacer

sur les lieux du crime d'Aboubakar Cissé, de ne pas rencontrer la famille de la victime et de ne pas nommer, contrairement au ministère public, la dimension islamophobe du crime, Retailleau a acté un traitement différencié des citoyen·nes en fonction de leur religion. Il n'est plus digne d'occuper son poste de ministre de l'intérieur.

Les dissolutions d'*Urgence Palestine* et de la *Jeune Garde* sont un autre aspect de la fusion réactionnaire qui s'opère. Cette criminalisation des résistances vise à faire peur et donc à faire taire. Mais elle a aussi d'autres fonctions. Avec ces annonces, en laissant un défilé néo-nazi se dérouler en plein Paris, le ministre envoie deux messages à l'opinion publique, avec le soutien médiatique de Bolloré & Co. Il distille d'abord l'idée que le danger principal pour la société se situe du côté de notre camp social. Et il normalise ensuite le recours à tous les moyens autoritaires dont dispose l'État pour traiter le dissensus social, cœur de la démocratie, au lieu de laisser pouvoir et contre-pouvoirs s'exprimer librement. Les graines de l'autoritarisme germent.

Cela a des traductions très concrètes jusque dans nos métiers. Il y a peu, des militant·es ont été sommé·es de muter « *dans l'intérêt du service* » et ce, malgré le désaveu des tribunaux pour les affaires des 4 de Melle ou de Kei Terada. La volonté d'une mise en coupe réglée de toutes les voix dissidentes s'accroît et nous impacte directement.

Heureusement, des prises de conscience s'opèrent : de nombreuses personnalités, comme Thomas Legrand, déclarent désormais utiliser le terme islamophobie. Les appels à la fin du génocide, à l'arrêt des livraisons d'armes et à la reconnaissance de la Palestine se multiplient.

Ces résistances sont à renforcer par une action syndicale résolue tant cela nous concerne directement. **Les organisations syndicales de lutte et de transformation sociale doivent être motrices dans des cadres larges et sans exclusive.**

Cette situation complexe nous oblige donc collectivement à réfléchir, de façon poussée, pour retrouver les moyens d'un syndicalisme agissant avec nos collègues. Il n'y a pas d'autres choix pour répondre aux exigences et défis de cette période de poussées impérialistes et militaristes, de destruction de la planète, d'hégémonie culturelle d'une extrême-droite aux portes du pouvoir.

...et toujours plus inégalitaire

Car pendant que le monde mute, Bayrou, lui, maintient le cap. Il annonce 40 milliards d'économies à réaliser sur le budget 2026 dans un contexte de sacralisation de celui de la défense. Fidèle au principe inefficace de ne pas agir sur les recettes en taxant les riches et les entreprises, ce budget promet des amputations majeures dans tous les services publics au détriment des usagers, des usagers et des personnels. **L'exécutif assume donc, et impose sa politique de renforcer les inégalités, refusant de répondre aux impératifs de justice sociale et écologique. Bien plus qu'une question simplement budgétaire, c'est de la répartition des richesses, et donc d'un modèle de société dont il est question.**

Dans l'éducation, l'accroissement des inégalités se poursuit. Les enquêtes de la DEPP montrent que les politiques éducatives menées depuis 2017 accélèrent le déterminisme social. Et toutes les mesures mises en œuvre vont concourir à maintenir la situation : nouveaux programmes, choc des savoirs, mesures climat scolaire, changements structurels aussi comme la direction, le développement de « *missions hors la classe* »... De toutes ces réformes, la future révision de l'Éducation Prioritaire, appuyé par un rapport tendancieux de la Cour des comptes, risque d'être un moment charnière pour mettre en œuvre une contractualisation par établissements et par pilotage du résultat au service de cette politique inégalitaire. Les politiques éducatives ne sont pas conçues pour répondre aux visées d'une école émancipatrice pour toutes et tous mais pour maintenir cet ordre social via le contrôle des personnels et l'assujettissement des élèves des classes populaires. **Cette rupture violente avec les missions d'un service public d'éducation devient de plus en plus systémique et constitue une maltraitance institutionnelle dont il importe de faire prendre conscience.**

Quant aux récents plans mis en place par Borne « *Brisons le silence, agissons ensemble* » et « *Plan filles et maths* », s'ils partent de constats partagés, ils représentent bien plus des opérations de communication que de réelles volontés d'agir tant ils sont inactifs sur les racines des problématiques : permettre la libération de la parole, son recueil et la prise en charge des élèves qui subissent des

Repenser l'Éducation Prioritaire pour une École égalitaire

A la demande de la Commission des finances du Sénat, la Cour des Comptes publie un rapport sur l'Éducation Prioritaire (EP). D'entrée, on devine que l'on n'a pas à faire à des pédagogues qui ont l'égalité chevillée au corps.

La Cour affirme que « le principe d'équité, c'est-à-dire allouer davantage de moyens aux élèves qui en ont davantage besoin, doit rester central et n'a pas vocation à être remis en cause », mais elle conclut à un ciblage restreint sur les REP+, renvoyant les REP, les écoles orphelines, les zones rurales de développement, les cités éducatives... dans un même sac avec des allocations progressives de moyens fixées par établissements, sans critères nationaux, ni notion de réseau.

Pour arriver à ces préconisations, elle constate que, malgré l'augmentation des moyens consacrés à la politique d'EP qui multipliés par 2,5 en moins de dix ans atteignent 2,6 milliards en 2023, les résultats ne sont pas au rendez-vous... Mais rien n'est dit sur les politiques éducatives dont l'orientation pédagogique et le contrôle des pratiques conduits depuis Blanquer sont des facteurs d'inégalités.

Le rapport conteste la pertinence des dédoublements au-delà d'effets sur le climat scolaire, les jugeant consommateurs de moyens et s'étant substitués aux PDMQDC sans évaluation. Mais là encore, rien n'est précisé sur un maintien de moyens pour une baisse plus générale des effectifs ou du retour des PMQDC. Il insiste également sur la nécessité de faire évoluer les pratiques professionnelles sans que l'on sache ce qu'il entend par là.

Certes, il y a dans le rapport des points d'appui – le manque de formation, le manque d'élan donné aux réseaux, le questionnement d'une référence à l'IPS, l'insuffisance des postes de RASED... – mais la volonté de diluer les critères sociaux reste sous-jacente. La Cour souhaite également démultiplier les postes à profil, supprimer les pondérations pour concertations (le terme induit le temps dégagé pour le travail en équipe) REP+, supprimer les réseaux pour passer à des logiques d'établissements et de contrats, sur le modèle des cités éducatives. En fait la majorité LR qui a commandé ce rapport ne se préoccupe pas de la démocratisation scolaire mais de la possibilité de faire des économies budgétaires sur le dos des plus pauvres*

Ce rapport, indépendamment de son contenu, est probablement le préambule à une tentative d'attaque contre l'EP. La FSU-SNUipp doit saisir cette occasion pour promouvoir son projet pour l'école, mobiliser les collègues de l'EP et prendre des initiatives les plus unitaires possibles pour avancer ses mandats de lutte pour l'actualisation progressiste et urgente de l'Éducation prioritaire.

**indice de position sociale*

violences, mettre en œuvre une pédagogie féministe à même de déconstruire la hiérarchie des normes de genre. Pour ces deux plans, les formations des personnels et les moyens alloués à la jeunesse ne seront pas à la hauteur des enjeux. Leur contenu ne fera que les effleurer empêchant la transformation sociale pourtant mise en avant dans la communication de la ministre.

Dans ce contexte politique dégradé et qui lui est fortement défavorable, Macron tente de reprendre la main sur des sujets de politique intérieure. Il choisit l'école comme champ symbolique de sa volonté omnipotente, installant le Ministère de l'éducation à l'Élysée. **La tenue d'une convention citoyenne sur les temps de l'enfant, et donc sur le temps scolaire poursuit la négation des priorités pour l'école.** Alors que les élèves perdent des journées entières faute de remplaçant-es, que la prise en compte de la difficulté scolaire ou l'inclusion sont rendues très compliquées faute de moyens et à cause de politiques éducatives ségrégatives, le détournement d'attention est une provocation.

Construire dès maintenant la riposte

L'imposition de la semaine à 4,5 jours continue de mobiliser des collègues dans de nombreuses communes, dénonçant une dégradation de leur organisation de travail et une concurrence déloyale avec le privé non concerné par les obligations d'organisation de la semaine scolaire. Mise sur le devant de la scène, cette question va agiter, de fait, l'espace médiatique et les cours d'école. Le temps scolaire est une question complexe qui impacte l'ensemble du temps social des familles, de toute la société et qui interroge l'équité territoriale : **la FSU-SNUipp doit travailler à un discours qui prend en compte l'ensemble des coordonnées pour en faire une vraie campagne.**

De plus, la seule entrée biologique voire biologisante, centrée sur une partie des besoins de l'enfant, ne saurait être une recette magique pour démocratiser l'école. Les pratiques enseignantes, les conditions matérielles d'apprentissage, les inégalités territoriales et l'ensemble des déterminismes sociaux de classe, de genre, de race constituent des éléments qui pèsent davantage sur les apprentissages que le rythme scolaire.

Le risque est également fort de proposer des temps de l'enfant à « *plusieurs vitesses* », contraignant les jeunes de milieux populaires à une présence scolaire amplifiée, sans jamais investir dans l'éducation populaire. Un but qui semble davantage vouloir les soustraire de l'espace public que penser une éducation citoyenne et émancipatrice. Les débats tronqués sur les rythmes scolaires augurent également une nouvelle attaque contre le temps de travail enseignant et AESH.

Au-delà des modalités, il y a un enjeu central à s'emparer collectivement du sujet pour arriver à construire une réponse collective et cohérente avec notre projet pour l'École, à construire des analyses face aux enjeux de démocratisation scolaire et d'amélioration des conditions de travail des personnels.

Mais c'est aussi autour du budget que doivent se porter nos combats à venir. Ils se préparent dès maintenant. La question budgétaire est centrale car elle surdétermine celle des moyens, et donc la politique éducative : de la taille des classes en passant par l'inclusion ou la précarité des AESH... Elle est aussi responsable de la dégradation profonde des conditions de travail comme d'apprentissage des élèves, lien évident avec la communauté éducative.

Si elle est prise en charge de façon décidée, cette question peut être reprise par l'ensemble de la fédération ainsi que de façon intersyndicale. Infiniment politique, le budget concerne toute la population et pose à tous niveaux, écologie comprise, un choix de société, celui de la répartition des richesses...

Des freins aux mobilisations existent, personne ne le nie. Bien sûr que le contexte, le poids des défaites comme l'individualisme pèsent sur les collègues. Mais la prise de confiance et l'engagement des personnels s'organisent et se pensent à long terme. Notre rôle de syndicat de lutte et de transformation sociale ne peut se résoudre à être seulement le « *porte-voix* » d'une colère. Notre rôle, c'est de l'anticiper, l'organiser.

De tout cela il faut tenir compte : il ne s'agit pas de construire un syndicalisme déconnecté et mouvementiste, mais il faut tirer tous les bilans. Et constater collectivement que des consultations et des communications ne pourront suffire à obtenir une amélioration des conditions de travail et porter le projet d'une autre école. Avec un espace de négociation tellement infime que le « *dialogue social* » se résume bien plus à un monologue de l'impasse. Se limiter à être des porte-voix est tout aussi paralysant qu'un syndicalisme radical incantatoire.

Or, la mise en action des personnels est un incontournable pour espérer gagner des choses. Il s'agit d'être la locomotive d'un train qui peut tout à fait démarrer s'il sait où il va. Les grèves majoritaires, objectif partagé, ne se décrètent pas et ne sont jamais acquises : elles se construisent et les mouvements victorieux aussi. C'est aussi comme cela que l'on redonne confiance dans l'organisation collective.

Pour renverser la vapeur, **ce CN doit se donner comme objectif d'action la construction d'un mouvement de grève pour un autre budget et des alternatives politiques, sociales...** Cela passe d'abord par un appel à la grève le 5 juin, étape pour discuter de ce plan avec nos collègues les plus mobilisé-es.

Agir face au génocide gazaoui

« Dans les prochains jours, nous entrerons avec toute notre force » à Gaza « pour achever l'opération et vaincre le Hamas », a déclaré M. Nétanyahou ce 13 mai. Il confirme la réponse mortifère d'une envergure sans précédent aux attaques terroristes injustifiables menées le 7 octobre 2023, conformément à la doctrine Dahiya qui prône un usage de la force disproportionné.

Cette guerre, dont la visée génocidaire ne peut plus être contestée, est entrée dans une nouvelle phase effroyable au printemps.

D'une part, plus aucune aide humanitaire n'est autorisée à Gaza depuis plus de deux mois et les populations sont « au-delà d'exsangues ». Des organisations internationales annoncent qu'1,5 millions des 2,2 millions d'habitant-es de Gaza sont aux stades 4 et 5 sur 5 de l'échelle des crises alimentaires. C'est bien l'intégralité de la population gazaouie qui est volontairement exterminée : affamée, assoiffée, exposée aux maladies infectieuses, soumise à la pénurie de médicaments et la destruction totale du système de santé et du système éducatif, bombardée aveuglément, expulsée de ses terres et sa possibilité d'avenir compromise à travers les femmes et les enfants... Ces faits relèvent tous de l'accusation de crimes de guerre, ils sont documentés par de multiples organisations comme Amnesty International. La question du génocide ne fait plus débat parmi les humanitaires et juristes.

Benyamin Nétanyahou, avec les partis d'extrême droite, mène une guerre de colonisation et d'occupation illégale de territoires palestiniens gravant dans le marbre de la constitution du pays un régime colonial et d'apartheid. C'est désormais un plan de reconquête de l'enclave et de déplacement de la population qui est annoncé, conforté par les discours de Trump.

Si les chefs de la diplomatie de l'UE, réunis à Varsovie les 7 et 8 mai, n'avaient pas de mots assez durs pour qualifier la situation, les condamnations claires et les sanctions peinent à venir. Dans son discours du 13 mai, Macron s'en tient à qualifier d'inacceptable et de honte ce que fait le gouvernement Nétanyahou, sans acte et en refusant de qualifier le génocide en cours.

Nous, ne pouvons plus accepter ce silence et cette inaction face à ces crimes de guerre et à l'extermination méthodique de la population palestinienne. **La FSU-SNUipp, dans des cadres unitaires larges, doit dénoncer le génocide en cours et la complicité de l'état français. Partout, elle doit participer sans relâche aux initiatives de boycott total d'Israël et aux manifestations pour exiger l'arrêt des massacres avec un cessez le feu immédiat.**

Cela devrait ensuite déboucher sur du matériel diffusé dans les écoles avant la fin de l'année. Un matériel basé sur notre expertise : celle d'un contre-budget pour l'école, travaillé au plus près du terrain avec les concerné-es, qui doit être imposé dans le débat public, et donc faire l'objet de rencontres surmultipliées avec les PE, les AESH et la population.

Cela passe aussi par une rentrée où la montée en puissance de l'action est annoncée aux collègues : du clic pour un autre budget aux réunions de construction et d'organisation sur le terrain, de la manifestation d'alerte un samedi à la grève d'avertissement... pour in fine construire avec nos collègues un ultimatum massif, populaire et partagé qui pourrait déboucher sur une grève inscrite dans la durée.

La FSU-SNUipp doit être la force motrice de cela. Elle doit le porter fédéralement et en intersyndicale sans être pour autant dans l'attente. **C'est aussi sur la base d'une lutte pour un autre budget, un projet travaillé et martelé sur tout le territoire, qu'un front social et politique peut éclore et mettre en échec la machine de guerre néo-libérale.** Et ce sont sur les bases d'actions communes et victorieuses, prémices de la maison commune, que la nécessaire refondation syndicale prendra le meilleur des chemins.

Faire reculer le libéralisme autoritaire, c'est ouvrir d'autres perspectives que le repli identitaire et le culte du profit individuel. Un autre modèle de société plus égalitaire, plus solidaire et plus juste pour l'ensemble de la population. Ces alternatives ne peuvent se construire qu'avec volontarisme. Un début de possible, et probablement le seul, pour faire reculer l'extrême-droite.

Pour prolonger...

L'École Émancipée, ce sont aussi des outils pour s'informer, débattre et construire ensemble un syndicalisme offensif portant un projet émancipateur pour l'Ecole, ses personnels et la société.



Une revue syndicale
et pédagogique



Un site internet



Une possibilité
d'adhérer en ligne